



Déclaration liminaire SUD éducation Paris

CSA DU 5 mars 2024

A la rentrée scolaire 2024, ce sont 183 classes qui ferment, dont 83 dans des écoles classées en REP ou REP+. Et 10 postes de remplaçant.es alors que par vous nous aviez-vous même annoncé qu'au pic de l'épidémie de grippe en décembre dernier, plus de 150 classes souffraient d'un·e enseignant·e malade non remplacé·e. Chaque jour dans nos circonscriptions, nous apprenons que des classes restent sans professeur·es, comme à l'école Lepic, où une enseignante en congé maternité ne sera pas remplacée jusqu'à la rentrée des vacances de printemps ou à l'école Cugnot où les enseignant.es ne sont jamais remplacé·es. Nous ne comptons plus les personnels qui choisissent de ne pas participer à des formations ou des réunions syndicales pour ne pas pénaliser leurs collègues puisqu'ils savent qu'ils ne seront pas remplacé·es. Le problème n'est pas le nombre de temps partiels, comme vous nous l'affirmez, mais bel et bien le manque de recrutement et d'attractivité du métier. Et cela demande des moyens ! 500 personnes sont aujourd'hui rassemblées sous les fenêtres du rectorat pour le rappeler.

Pour la rentrée scolaire prochaine, il n'y aura pas de nouveau poste RASED ouvert alors que dans beaucoup d'écoles des élèves qui en ont besoin ne peuvent pas bénéficier d'une évaluation par un·e psychologue scolaire ou d'une aide pédagogique ou relationnelle.

Dans certains quartiers, des élèves attendent des mois avant d'avoir un RDV : 100^e sur liste d'attente c'est ce qu'on a dit à la famille d'une élève d'une école du 19^e, où une classe va fermer et qui a besoin d'un suivi au CAPP.

Dans cette même école du 19^e, une élève s'est inscrite la semaine dernière après être restée 20 mois sans aller à l'école à cause d'une situation administrative et sociale précaire qui permet à des fonctionnaires de sortir ces élèves du droit à l'éducation et donc du droit commun. Toujours la semaine dernière, encore dans une école du 19^e où une classe va être supprimée, une enseignante a dû se démener pour trouver un médecin qui accepte de recevoir un élève pour lequel la médecin scolaire soupçonne un trouble auditif. Sa mère ayant été déboutée de l'asile, elle a perdu sa couverture sociale AME et a donc des difficultés à ce que ses enfants, nos élèves, et elle-même soient pris en charge médicalement.

Des exemples comme ça dans les écoles où il y a des fermetures on pourrait en trouver de nombreux. Mais ces exemples, qui avec la crise économique et sociale et les politiques de chasse aux étrangers et aux pauvres s'accroissent, ne sont pas pris en compte pour décider des seuils d'ouverture ou de fermeture. Les besoins de ces élèves ne seront pourtant peut-être pas totalement couverts par la

généralisation de lecture piano ou de la méthode Singapour. Peut-on accepter tranquillement que des élèves voient leurs difficultés s'aggraver ou se transformer en troubles car leurs parents ne peuvent se tourner vers le secteur médico-social privé pour prendre en charge ou détecter la nature des besoins de leur enfant ?

En proposant la mise en place de groupes de niveau en français et en maths à l'entrée du collège pour les élèves de 6e et de 5e, le ministère de l'Éducation nationale prend la décision cynique d'entériner les difficultés de ces élèves délaissés par l'institution, en les parquant dans des groupes de niveau dans lesquels la plupart se sentiront stigmatisés. Nous rappelons d'ailleurs qu'un collectif d'une quinzaine de collèges vous demandait une audience commune avant les vacances, demande à laquelle vous n'avez toujours pas répondu. Peut-être attendez-vous des directives ministérielles sur ces mesures qui tardent à arriver... Au ministère de l'éducation nationale, le souci semble plus de former des citoyen·nes obéissant·es qui marchent au pas, respecteront le drapeau, porteront bien l'uniforme et iront sans réfléchir tuer leur prochain·e et se faire tuer pour la patrie, plutôt que d'éviter d'entériner les difficultés de certain·es élèves. La présence incontournable au rectorat de Paris d'un personnage souvent vêtu d'un treillis et d'une casquette militaire qui aime prendre des poses virilistes et agressives est peut-être à considérer dans cette perspective guerrière et nationaliste. Nous parlons ici de Vladimir Karchenkov, celui-là même qui lors d'un rendez-vous des parents et enseignant·es du 20e arrondissement le jeudi 8 février avec la dasen adjointe s'est permis de dire à un père d'élève "Action directe c'est une balle dans la tête".

Ceci dit nous n'oublions pas que, derrière les soldats et le folklore kaki, bleu marine ou brun, il y a celles et ceux qui donnent les ordres et tirent profit de ce militarisme exacerbé. Nous vous demandons donc de mettre un terme à ces débordements au risque que nous venions à penser que la direction académique se satisfait, d'une manière ou d'une autre, de ce spectacle guerrier. Si nous ne voyons pas d'un mauvais œil que les représentant·es du Rectorat n'arborent pas systématiquement un costume-cravate, il nous semble en effet que des fonctions officielles de représentation de l'institution scolaire imposent un peu plus de sobriété et un peu moins d'exaltation de l'armée.

Prévert doit se retourner dans sa tombe car les couleurs de l'autorité qu'elles soient kaki, bleu marine ou brunes sont malheureusement revenues en force au goût du jour. Ainsi si en 2016, Nicole Belloubet, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale disait tout le mal qu'elle pensait des « fariboles sur la restauration de l'autorité ou le port de la blouse », elle semble avoir aujourd'hui changé d'avis. Acheter des uniformes, généraliser le SNU, recréer des structures de ségrégation pour les élèves qui posent problème, que ce soit des groupes de niveaux, des classes spéciales pour élèves dits radicalisé·es ou des prisons pour mineurs de plus de 13 ans que sont les centres éducatifs fermés, envoyer la BRAV-M tabasser des lycéen·nes qui bloquent leur lycée pour dénoncer des réformes, voilà où en sont des adultes chargé·es de l'éducation des adultes de demain qui pourtant ont si souvent les mots empathie et bienveillance à la bouche. L'empathie et la bienveillance ne concernerait elle que les enfants qui ressemblent à celles et ceux que nous avons été ou qui ressemblent à nos propres enfants ?

Ainsi parmi les enfants qui ne ressemblent pas à celles ou ceux que la plupart des fonctionnaires du ministère de l'éducation nationale et du rectorat de Paris ont ou ont été, il y a les jeunes dits mineur·es isolé·es.

Empêtré·es dans des procédures kafkaïennes de reconnaissance de minorité, ils et elles semblent personnaliser la figure de l'Autre tant ils et elles sont exclu·es du droit à l'enfance et notamment du droit à l'éducation. Accueillir et former ces jeunes qui fuient la misère dans l'espoir d'une vie meilleure serait à la fois un signal fort et le pari de la vie plutôt que celui du repli sur soi, ceci d'autant plus que la baisse démographique à Paris est sans cesse mise en avant pour justifier des baisses de moyens.

Les exigences abusives en matière de preuve de la résidence sur le territoire de la commune, l'opposition du « manque de places » dans les écoles, l'occupation précaire ou illégale du lieu de vie de la famille sont autant d'atteintes au droit à l'instruction. Tout comme le retour à l'autorité comme valeur éducative cela témoigne que le vieux monde et la bête immonde qui rejette, exclue, persécute celles et ceux perçu·es comme différent·es ou extérieur·es à un nous excluant et artificiel est toujours présente.

Les personnels d'éducation plus que d'autres doivent porter l'exigence et le souci de tous les enfants quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent. Nous devons faire aussi le pari audacieux d'un monde où le bien commun et l'intérêt collectif passeraient devant l'individualisme et les intérêts nationalistes et capitalistes. Alors peut-être seulement nos élèves, nos enfants, celles et ceux qui vont habiter le monde les prochaines décennies ne respecterons pas les adultes et l'Etat juste parce qu'ils les craignent ou craignent l'exclusion, la prison ou les coups et l'humiliation mais parce qu'ils et elles ont confiance en nous et dans le monde que nous leur laissons.

Nous apportons également tout notre soutien aux personnels, parents et élèves du collège Robert Doisneau, qui vendredi dernier ont vécu une journée mouvementée. Un mouvement de grève à quasi-100% a eu lieu ce jour-là, le 1er mars donc, dans ce collège du 20ème arrondissement. Ce mouvement ne sortait pas de nulle part. En effet, le 8 février, les personnels avaient été éconduit·es par le rectorat qui avait balayé d'un revers de main les craintes légitimes exprimées sur l'après départ en retraite d'un personnel de direction. Alors que le rectorat a été lent à réagir et que le soutien promis n'a pas été perçu par les personnels, la grève pourtant annoncée a été gérée de façon catastrophique, notamment par le nouveau chef d'établissement. Plus de 200 élèves ont été enfermés dans la cour alors qu'aucun cours ne pouvait avoir lieu et qu'il n'y avait pas suffisamment de personnel pour les accueillir, des articles mensongers sont parus dans la presse qui mettent en cause et criminalisent les élèves de ce collège. Nous nous insurgons contre toutes les manœuvres dont le seul but est sans doute de dédouaner les personnels d'autorité des fautes commises. Vu l'étendue des erreurs et dysfonctionnements et alors que le collège a finalement été fermé une bonne partie de la journée, nous exigeons qu'aucun retrait de salaire ne soit effectué et que toute la lumière soit faite sur les commanditaires des articles mensongers parus dans une presse friande de sensationnalisme sécuritaire préfasciste. SUD éducation Paris appuie également la demande de l'ensemble des personnels qui refusent que ce chef d'établissement, déplacé à de nombreuses reprises des collèges où il a exercé, reprenne un poste de chef d'établissement.

Nous soutenons également les personnels du lycée d'Alembert, en grève hier pour défendre des moyens pour leur établissement, ainsi que les personnels du 93, en grève reconductible depuis la rentrée pour exiger des moyens pour l'école. Si le 93 est particulièrement affecté, c'est l'école publique dans son ensemble qui est attaquée par le manque de moyens cruels permettant de rémunérer correctement les collègues, de recruter massivement des personnels, et d'accompagner dignement l'ensemble des élèves dans leur scolarité.